



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-9532>

Département(s) de publication : **59**

Annonce n° **24-9532**

Fournitures

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Centre Hospitalier de Valenciennes

Correspondant : M. THEILLIER ANDRE, Centre Hospitalier de Valenciennes

Adresse : Avenue Désandrouin, 59322 Valenciennes

Coordonnées :

Téléphone : 0327140995

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : La présente consultation concerne : MAPA 20240070001000 Achat d'un simulateur de conduite La présente consultation lancée par le Centre Hospitalier de Valenciennes établissement support du GHT Hainaut-Cambrésis concerne l'achat d'un simulateur de conduite pour le Centre hospitalier d'Hautmont. La Direction Générale de l'offre de soins à, via son instruction DGOS/R1/MSSR /DSS/A1/DGCS/SD3/DSR/2022/178 du 28 juin 2022, lancé un appel à projet visant à moderniser les structures sanitaires et médico-sociale dans le cadre de la prise en charge des personnes accidentées de la route. Le Centre Hospitalier d'HAUTMONT a reçu une réponse favorable de l'ARS en date du 29 novembre 2023 pour l'acquisition d'un simulateur de conduite dédié à l'évaluation de la capacité à la conduite automobile de patients atteints de troubles cognitifs.

Lieu d'exécution : Centre Hospitalier d'Hautmont

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : MAPA 20240007001000 Achat d'un simulateur de conduite C'est pourquoi, le simulateur de conduite devra répondre aux caractéristiques suivantes : - Être équipé d'équipements d'adaptation à la conduite automobile (boule au volant, cercle volant, commandes déportées, ...) - Être équipé d'un siège à embase pivotante avec ceinture - Disposer d'un logiciel d'analyse et d'entraînement à la conduite automobile comprenant de nombreuses situations réalistes et adaptées aux personnes en situation de handicap - Être équipé d'un ensemble d'écrans immersif (3 écrans de 55 pouces , avec panoramique de vision sur 180°) - Être équipé d'une web cam d'observation du patient - Être équipé de pédales renforcées et inversibles - Être équipé d'un logiciel d'exercice et rééducation pour véhicules légers Les candidats peuvent faire une proposition pour la ou les prestations supplémentaires éventuelles suivantes : Code Libelle Description 1 Adaptation du

logiciel L'adaptation du logiciel aux véhicules légers, poids lourds et autres 2 Compatibilité du logiciel La compatibilité du logiciel avec le Dossier Patient Informatisé (Osiris) 3 Adaptabilité du poste de conduite Adaptabilité du poste de conduite : possibilité d'ajout d'aides techniques à la conduite existants sur le marché Démonstration vidéo complète de l'équipement (lien internet vers la vidéo ou fichier vidéo dans le dossier offre à remettre sur la plateforme acheteur)

Refus des variantes.

Section 5 - Conditions relative au marché

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2341-5 du code de la commande publique (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. ;5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. ;1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise
- Echantillons, descriptions et/ou photographies des fournitures
- En cas de marché public ou d'accord-cadre passé pour les besoins de la défense, renseignements relatifs à la nationalité du candidat

- En cas de marché public ou d'accord-cadre passé pour les besoins de la défense, et si l'objet ou les conditions du marché le justifient, renseignements relatifs à l'habilitation préalable du candidat, ou à sa demande d'habilitation préalable, en application des articles R. 2311-1 et suivants du code de la défense, relatifs à la protection du secret de la défense nationale
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 22/02/2024 à 12:00

Délai minimum de validité des offres : 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :
20240007001000

Section 12 - Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

Coordonnées :

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2462286&orgAcronyme=x7c>

Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes de participation doivent être envoyées :

Coordonnées :

Adresse internet : <http://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2462286&orgAcronyme=x7c>

Date d'envoi du présent avis à la publication : 26/01/2024